

Honduras : communiqué du Front de résistance contre le coup d'Etat

vendredi 4 décembre 2009, par [FNRCG](#) (Date de rédaction antérieure : 29 novembre 2009).

Le Front de Résistance contre le Coup d'Etat fait savoir au peuple hondurien et à la communauté internationale les faits suivants. Nous avons constaté l'échec de la farce électorale du fait du peu d'affluence de votants dans les bureaux de vote, et ce malgré la campagne d'intimidation menée par le gouvernement et les entreprises privées, menaces pénales si la population ne se présente pas à voter, menaces de perte d'emploi si les salariés ne prouvent pas qu'ils ont voté. Cette réalité interdit au Tribunal Suprême Electoral de donner des résultats de forte participation dans le but de donner une crédibilité à cette farce électorale.

Cela signifie que le peuple hondurien a acquis la maturité pour reconnaître quels sont ceux qui convoquent ces élections illégitimes et qui constituent le principal obstacle à la démocratie. L'ensemble de la population a adhéré volontairement aux consignes du Front de Résistance de réaliser un « couvre feu populaire » actif pour ne pas avaliser la farce électorale de la dictature. Pour son attitude digne et vaillante, nous invitons le peuple à demeurer ferme et en alerte jusqu'à la déroute définitive des putschistes.

Nous dénonçons devant le peuple hondurien et la communauté internationale le fait que les forces répressives du gouvernement usurpateur accentuent la terreur contre ceux qui s'opposent au coup d'Etat, envahissant depuis la nuit dernière les locaux d'organisations populaires et maisons d'habitation, menant des actions d'intimidation policière dans les quartiers d'habitations, bastions de la Résistance, encerclant militairement les sièges des syndicats, bloquant les rues et les routes avec des check point d'intimidation.

Nous sommes reconnaissants de la solidarité des peuples d'Amérique centrale qui ont vaillamment bloqué les routes panaméricaines en signe de rejet des élections du régime putschiste.

Nous remercions aussi la communauté internationale présente à travers différentes organisations de solidarité et de défense des droits de l'homme.

NOUS RESISTONS ET NOUS VAINCRONS !

Tegucigalpa, le 29 novembre 2009

Pour le Front de résistance hondurien, le retour au pouvoir de Zelaya "n'est pas négociable"

Le Front de résistance, qui exige la restitution du pouvoir au président du Honduras Manuel Zelaya, a réaffirmé ce mercredi que ce retour au pouvoir "*n'est pas négociable*" et qu'il est impossible de

prendre part à un dialogue pour résoudre la crise politique avec *“un pistolet sur la tempe”*.

Le Front dénonce également que le décret de suspension des garanties constitutionnelles reste en vigueur puisque son abrogation n'a toujours pas été publiée au journal officiel (*La gaceta*) contrairement à ce que le gouvernement de facto avait annoncé ce lundi.

“Bien que nous soyons ouverts au dialogue, nous n'allons négocier sur aucun point avec la dictature dans ces conditions. La restitution inconditionnelle du président Manuel Zelaya dans ses fonctions de manière immédiate et sûre n'est pas négociable” explique le Front dans une déclaration qu'il a fait transmettre à l'hôtel où ont débuté les pourparlers entre la délégation du putschiste Micheletti et du président Zelaya.

“Aucun dialogue n'est envisageable si une des parties pointe un pistolet sur la tempe de l'autre partie” a signalé le Front National de Résistance contre le Coup d'Etat, dont le porte parole, Juan Barahona, a intégré la délégation de Zelaya avec ses ministres de l'Intérieur et du Travail, Victor Mesa et Mayra Mejía.

Le Front a dénoncé que, à cause de l'encerclement militaire et l'isolement dans lequel se trouve Zelaya dans l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, celui-ci n'a reçu l'autorisation de prendre contact avec ceux qui allaient le représenter que quelques heures avant le début des pourparlers.

Le Front ajoute : *“la seule chose que nous pouvons négocier avec le gouvernement de facto est la fixation de la date de leur retrait du pouvoir et du retour immédiat des militaires dans leurs casernes à une échéance qui ne peut être postérieure au 15 octobre de cette année. Dans le cas contraire, nous procéderons à un boycott massif du processus électoral du prochain 29.”*

Le front de Résistance a mis en garde sur le fait que ne serait pas non plus négociable *“l'intangible exigence que soient jugés et punis tous les putschistes et qu'une Assemblée Nationale Constituante démocratique, participative et inclusive soit convoquée”*

Il a également mis l'accent sur le fait que le dialogue requiert des *“conditions minimales”*, et que *“le régime de facto prétend que nous dialoguions alors que la levée de l'Etat de siège n'a toujours pas été publiée au journal officiel, et que celui-ci reste donc toujours en vigueur.”*

De plus, *“des mercenaires au service des putschistes continuent d'assassiner des camarades, et plusieurs dizaines de paysans de l'Institut National Agraire (INA) ont été arrêtés, nombre d'entre eux ont été fait prisonniers.”*

Le mouvement de résistance a signalé que depuis hier que douze indigènes lencas, persécutés par la dictature, ont dû demander l'asile à l'ambassade du Guatemala pour sauver leur vie. Il rappelle aussi que les émetteurs et les télévisions d'opposition au putsch continuent d'être fermées et que les journalistes indépendants continuent d'être persécutés.

le 7 octobre 2009 à Tegucigalpa, Agence espagnole Acan-efe.

Traduction : Grégoire Souchay, pour www.larevolucionvive.org.ve
